



L'Organisation des Nations unies comprend six organes principaux :

- L'**Assemblée générale**, où tous les États membres sont représentés et disposent d'une voix pour les recommandations qui sont portées au vote ; l'assemblée générale dispose de compétences très larges mais n'émet pas de décisions contraignantes pour les États.
- Le **Conseil de sécurité** est plus spécialement chargé de traiter les menaces contre la paix, les ruptures de la paix ou les agressions ; il peut émettre des résolutions contraignantes pour les états ; ses pouvoirs sont définis dans le chapitre VII de la charte de l'ONU. La pratique lui permet de décider du lancement d'**opérations de maintien de la paix** avec le concours des états membres puisque l'ONU est dépourvue de moyens militaires propres. Le conseil de sécurité peut décider de sanctions contre un État. En plus de ces cinq membres permanents (Chine, Etats-Unis, France Royaume Uni et Russie), le Conseil de sécurité est composé de 10 membres non permanents, non pourvus du droit de veto. La résolution 1991² de l'Assemblée générale des Nations unies (votée le 17 décembre 1963) a fixé leur répartition de la manière suivante :
 - cinq États membres du **groupe des États d'Afrique** et du **groupe des États d'Asie-Pacifique** (en général, trois d'Afrique et deux d'Asie-Pacifique)
 - un État membre du **groupe des États d'Europe orientale**
 - deux États membres du **groupe des États d'Amérique latine et des Caraïbes**
 - deux États membres du **groupe des États d'Europe occidentale et autres États**

Les membres non permanents ont un mandat de deux ans ; chaque année ils sont renouvelés par moitié par un vote à la majorité des deux tiers de l'Assemblée générale ; les membres sortants ne sont pas immédiatement rééligibles.

- Le **Conseil économique et social** qui aide à la promotion de la coopération économique et sociale et au développement ;
- Le **Conseil de tutelle** dont la fonction est tombée en désuétude depuis la fin de la décolonisation.

- La **Cour internationale de justice** tranche les différends entre les états qui acceptent de recourir à sa juridiction ; elle peut également fournir des avis juridiques aux autres organes lorsqu'elle est saisie, ce qui arrive de plus en plus rarement. Elle siège à **La Haye (Pays-Bas)**. Conformément à l'**article 92 [archive]** de la **Charte des Nations unies**, elle remplace la **Cour permanente de justice internationale**, dont elle utilise les jurisprudences.
- Le **Secrétariat** qui assure la gestion quotidienne de l'organisation, y compris celle des quelque 9 000 fonctionnaires qui l'animent, et des représentants des Nations unies ;

L'Organisation compte aujourd'hui 193 États Membres sur 197 reconnus. Chacun de ces 193 États Membres des Nations Unies est membre de l'Assemblée générale. L'admission d'un nouvel État dans l'Organisation se fait par décision de l'Assemblée générale, sur recommandation du Conseil de sécurité.

Direction

Le Secrétariat est composé de départements et de bureaux ayant chacun des responsabilités et expertises précises, mais coordonnant leurs travaux pour assurer au quotidien la cohésion des travaux de l'Organisation au siège et dans les offices et bureaux situés partout dans le monde. Il a à sa tête le Secrétaire général, nommé par l'Assemblée générale pour un mandat de cinq ans renouvelable, sur recommandation du Conseil de sécurité.

Le Secrétaire général est, en fait, le porte-parole des peuples du monde, en particulier ceux qui sont pauvres et vulnérables. L'actuel et neuvième Secrétaire général de l'ONU est M. António Guterres du Portugal. Il a pris ses fonctions le 1er janvier 2017. La Charte définit le Secrétaire général comme le « chef de l'Administration de l'Organisation ».

Au 30 juin 2015, le Système emploie 41 081 personnes recrutées dans le monde. En leur qualité de fonctionnaires internationaux, les membres du personnel de l'ONU et le Secrétaire général ne rendent compte de leurs activités qu'à l'Organisation et prêtent serment de ne solliciter ni recevoir d'instructions d'aucun gouvernement ni d'aucune autorité extérieure.

Le Système des Nations Unies, qui est aussi souvent appelé officieusement la « famille des Nations Unies », est composé de l'Organisation des Nations Unies et de nombreux programmes, fonds et institutions spécialisées. Chacune de ces entités a sa propre direction, son propre budget et ses propres États Membres. Les programmes et fonds sont financés par des contributions volontaires plutôt que statutaires. Les institutions spécialisées sont quant à elles des organisations indépendantes financées par des contributions volontaires et statutaires.

Programmes et fonds

CNUCED

La Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) est l'organe des Nations Unies chargé des questions de développement, en particulier du commerce international qui en est le principal moteur.

FNUAP

Le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) vise à créer un monde où chaque grossesse est désirée, chaque accouchement est sans danger et le potentiel de chaque jeune est réalisé.

HCR

Le Haut-Commissariat pour les réfugiés (HCR) protège les réfugiés à travers le monde et aide à leur retour dans leur pays d'origine ou à leur réinstallation dans un pays tiers.

ONU-Femmes

ONU-Femmes est le résultat de la fusion de quatre composantes distinctes du système des Nations Unies dédiées exclusivement à l'égalité des sexes et à l'autonomisation des femmes.

ONU-Habitat

Le Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat) s'attache à promouvoir des établissements humains durables, répondant au besoin de la société en respectant l'environnement. L'objectif d'ONU-Habitat est la possibilité pour chacun d'avoir un abri adapté.

ONUDC

L'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC) aide les États Membres à lutter contre la criminalité, la drogue et le terrorisme.

PAM

Le Programme alimentaire mondial (PAM) vise à éradiquer la faim et la malnutrition. C'est l'organisation humanitaire la plus importante au monde. Chaque année, le programme nourrit près de 80 millions de personnes dans près de 75 pays.

PNUD

Présent dans près de 170 pays et territoires, le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) est l'un des principaux organismes multilatéraux de développement contribuant à éradiquer la pauvreté et réduire les inégalités et l'exclusion. En tant qu'institution de développement des Nations Unies, le PNUD joue un rôle critique en aidant les pays à réaliser les objectifs de développement durable.

PNUE

Établi en 1972, le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) est l'entité du système des Nations Unies désignée pour répondre aux problèmes environnementaux aux niveaux régional et national. Le PNUE promeut la mise en œuvre cohérente de la dimension environnementale du développement durable; il assure la défense de l'environnement mondial.

UNICEF

Le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) apporte une assistance humanitaire et un soutien au développement pour les mères et les enfants.

UNRWA

L'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) a contribué au bien-être et au développement humain de quatre générations de réfugiés palestiniens. L'organisation apporte des services d'éducation, de santé, de secours ainsi que des services sociaux. Elle gère les infrastructures des camps et les améliore. Elle propose des microcrédits et une assistance d'urgence, notamment en période de conflit. L'UNRWA ne rend compte de ses activités qu'à l'Assemblée générale de l'ONU.

Institutions spécialisées

Les institutions spécialisées des Nations Unies sont des organisations indépendantes travaillant avec l'ONU. Les relations entre ONU et institutions sont définies par des accords négociés. Certaines existaient déjà avant la Première Guerre mondiale, d'autres étaient associées à la Ligue des Nations et d'autres encore ont été établies en même temps que les Nations Unies. Quelques-unes ont été créées par l'ONU pour répondre à de nouveaux besoins.

Banque mondiale

La Banque mondiale a pour mission de réduire la pauvreté et d'améliorer les niveaux de vie partout dans le monde en offrant des prêts à taux réduits, des crédits sans intérêt et des bourses pour les pays en développement pour investir dans l'éducation, la santé, les infrastructures et les communications. La Banque mondiale est présente dans plus de 100 pays.

FAO

L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) est l'agence phare pour la lutte contre la faim dans le monde. Forum de négociations entre pays développés et en développement, la FAO est aussi une source importante d'informations et de connaissances techniques pour aider au développement.

FIDA

Depuis sa création en 1977, le Fonds international de développement agricole (FIDA) travaille exclusivement avec les populations rurales pauvres des pays en développement pour les aider à sortir de la pauvreté, à garantir leur sécurité alimentaire et nutritionnelle, à accroître leur productivité et leurs revenus et améliorer leur qualité de vie.

FMI

Le Fonds monétaire international (FMI) vise à promouvoir la croissance économique et le plein emploi en offrant une assistance financière temporaire aux pays ayant besoin d'aide ou d'une assistance technique pour ajuster la balance des paiements. Le montant des prêts consentis par le FMI à 74 pays et qui doivent encore être remboursés se monte à quelque 28 milliards de dollars américains.

OACI

L'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI) établit des normes et des pratiques recommandées visant à promouvoir le développement de l'aviation civile internationale en toute sécurité et de façon ordonnée. Elle développe des standards de base pour les enquêtes menées après un accident et propose des procédures globales pour le passage des frontières aériennes.

OIT

L'Organisation internationale du Travail (OIT) vise à promouvoir un travail décent pour tous en établissant des normes internationales sur la liberté d'association, la négociation collective, l'abolition du travail forcé et l'égalité des chances et des traitements.

OMI

L'Organisation maritime internationale (OMI) a mis en place un cadre normatif international pour les transports maritimes, renforçant la sécurité et la sûreté en mer. Elle promeut la protection environnementale des océans, établit des règles juridiques, et favorise la coopération technique.

OMM

L'Organisation météorologique mondiale (OMM) favorise l'échange d'informations et de données sur le climat au niveau planétaire et contribue à l'application de la météorologie, entre autres, aux secteurs de l'aviation, des transports maritimes et de l'agriculture.

OMPI

L'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI) fournit un large éventail de services mondiaux de protection de la propriété intellectuelle par-delà les frontières et de règlement des litiges de propriété intellectuelle en dehors des tribunaux.

OMS

L'Organisation mondiale de la Santé (OMS) est l'autorité directrice et de coordination des efforts visant à amener tous les peuples au niveau de santé le plus élevé possible. Son but est d'améliorer les perspectives d'avenir et la santé future pour toutes les populations du monde. La santé est un état de complet bien-être physique, mental et social, et ne consiste pas seulement en une absence de maladie ou d'infirmité, comme le stipule la Constitution de l'OMS.

OMT

L'Organisation mondiale du tourisme (OMT) est l'institution des Nations Unies chargée de la promotion d'un tourisme responsable, durable et accessible à tous.

ONUDI

L'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) est l'institution spécialisée des Nations Unies chargée de promouvoir le développement industriel pour la réduction de la pauvreté, la mondialisation inclusive et la sauvegarde d'un environnement durable.

UIT

L'Union internationale des télécommunications (UIT) est l'institution spécialisée des Nations Unies pour les technologies de l'information et de la communication. L'UIT est déterminée à connecter tous les habitants de la planète - où qu'ils habitent et quels que soient leurs moyens. Par son travail, l'agence vise à protéger et défendre le droit fondamental de chacun à communiquer.

UNESCO

L'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) s'intéresse à des questions aussi diverses que la formation des enseignants, l'amélioration de l'éducation au niveau mondial et la protection de sites historiques et culturels importants à travers le monde. L'UNESCO inscrit régulièrement de nouveaux

sites sur la liste du patrimoine mondial, protégeant ces trésors irremplaçables pour le plaisir des touristes actuels et des générations futures.

UPU

L'Union postale universelle (UPU) est le principal forum de coopération entre les acteurs du secteur postal, permettant d'assurer un véritable réseau universel de produits et de services à la pointe du progrès.

Organisations apparentées

AIEA

L'Agence internationale de l'énergie atomique est le centre mondial de coopération dans le domaine nucléaire. L'Agence œuvre avec ses États Membres et ses nombreux partenaires dans le monde entier à la promotion des technologies nucléaires sûres, sécurisées et pacifiques.

OIAC

L'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques a pour mission de mettre en œuvre les dispositions de la Convention sur l'interdiction des armes chimiques, entrée en vigueur en 1997. Les États Membres de l'OIAC travaillent ensemble afin de concrétiser la vision de l'Organisation d'un monde débarrassé des armes chimiques.

OIM

L'Organisation internationale pour les migrations (OIM) est la principale organisation intergouvernementale dans le domaine de la migration et travaille en étroite collaboration avec les partenaires gouvernementaux, intergouvernementaux et non-gouvernementaux.

OMC

L'Organisation mondiale du commerce offre une enceinte où sont négociés des accords de commerce, ainsi qu'un cadre juridique et institutionnel pour le règlement des différends découlant de leur interprétation et de leur application.

OTICE

L'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires est chargé de mettre en place le régime de vérification prévu par le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires pour qu'il soit opérationnel au moment de l'entrée en vigueur du Traité.

Le Programme Alimentaire Mondial

Le Programme Alimentaire Mondial des Nations Unies a été créé en 1961. L'idée de base était alors de transformer les excédents céréaliers des pays industrialisés en aide alimentaire pour les plus démunis.

Redéfini en 1993, le mandat du PAM retient trois objectifs :

- sauver des vies en urgence pendant les catastrophes naturelles et les crises politiques, nourrir les réfugiés et les personnes déplacées.

- améliorer la nutrition et la qualité de vie des personnes les plus vulnérables dans les périodes critiques.

- aider les pauvres, individuellement et collectivement, à se doter de moyens de production et promouvoir leur autonomie, notamment à l'aide de travaux à forte intensité de main d'œuvre (programmes "vivres contre travail")

Le Programme alimentaire mondial (PAM) est un programme subsidiaire commun de l'Assemblée générale des Nations unies et de l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) Aujourd'hui géré de façon largement autonome, le PAM n'en continue pas moins de rapporter à l'ECOSOC et au Conseil de la FAO.

Il est l'organisme d'aide alimentaire de l'ONU et la plus grande agence humanitaire qui lutte contre la faim dans le monde en distribuant une assistance alimentaire dans les situations d'urgence et en travaillant avec les communautés pour améliorer leur état nutritionnel et renforcer leur résilience. Chaque année, le PAM apporte une assistance à près de 80 millions de personnes dans 75 pays.

Son siège se situe à Rome en Italie.

La mission du Programme alimentaire mondial est d'éliminer la faim et la pauvreté dans le monde conformément aux recommandations formulées par l'ONU et par la FAO, en répondant aux besoins d'urgence et en appuyant le développement économique et social. Le PAM vise aussi à réduire le taux de mortalité infantile, à améliorer la santé des femmes enceintes et à lutter contre la carence de micronutriments et contre les maladies comme le VIH/SIDA.

Le PAM a pour mission de fournir une aide alimentaire :

- aux victimes de catastrophes naturelles
- aux personnes réfugiées ou déplacées à l'intérieur de leur propre pays – contraintes de tout abandonner à la suite de conflits, d'inondations, de sécheresses ou d'autres catastrophes naturelles
- aux pauvres souffrant de la faim qui n'arrivent pas à se sortir du cercle vicieux de la pauvreté et de la malnutrition.

Une aide prioritairement réservée aux enfants

En 2014, les enfants sont demeurés au cœur des efforts déployés par le PAM, ils ont représenté 64% du nombre total de bénéficiaires. 25 % des personnes souffrant de la faim sont des enfants.

Pour lutter contre la faim chez les enfants, le PAM fournit depuis la fin des années 1960 des repas de midi gratuits dans les écoles du monde entier. Le PAM est aujourd'hui le plus grand fournisseur mondial de repas dans les écoles: le PAM intervient pour distribuer des repas à près de 20 millions d'enfants chaque année. En plus d'apporter aux enfants l'assurance d'avoir un repas chaque jour, les repas scolaires encouragent les familles pauvres à envoyer leurs enfants à l'école.

Dans un nombre croissant de pays, le PAM transfère la responsabilité des programmes de repas scolaires aux gouvernements et aux communautés partenaires : au cours des 45 dernières années, 38 pays ont repris les programmes de repas scolaires du PAM

En 2014, 7.3 millions d'enfants souffrant de malnutrition ont reçu un soutien nutritionnel spécialisé.

Programmes et instruments

Le PAM est la plus grande agence humanitaire du monde et distribue environ 58% de l'aide alimentaire mondiale. En 2014, il a secouru 80 millions de personnes dans 82 pays, et a distribué 3,2 millions de tonnes de produits alimentaires.

Le PAM a, ces dernières années, réorienté ses activités de l'aide alimentaire vers l'assistance alimentaire. Il dispose aujourd'hui d'une gamme d'outils d'intervention qui vont de l'aide alimentaire directe (distribution de nourriture, travail contre nourriture ou formation professionnelle, cantines scolaires - 13,8 millions d'enfants dans 60 pays -, soutien nutritionnel ciblé) à l'assistance alimentaire (transferts d'espèces, bons alimentaires, programme « achats pour le progrès » qui vise à offrir des revenus stables aux petits agriculteurs en leur achetant leurs excédents).

Il utilise ces outils dans les trois types d'opérations qui sont les siennes :

- **programmes de pays** : d'une durée de 5 ans pour des activités dites de développement. Ces programmes ne représentent plus aujourd'hui que 8% des activités du PAM ;
- **interventions d'urgence** : dans le cadre des appels consolidés du Bureau de Coordination des Affaires humanitaires (pour les grandes opérations) ou lancées par le PAM seul. Généralement, d'une durée d'un an ;
- **interventions prolongées de secours et de redressement** (post-crise) : d'une durée maximum de 2 ans, ces interventions sont décidées généralement à la suite d'une intervention d'urgence.

A ces trois types d'opérations, il faut ajouter les **opérations spéciales**, qui financent la logistique humanitaire. Le PAM assume aujourd'hui, dans le cadre de la réforme humanitaire et l'approche par secteurs des opérations des Nations unies, une responsabilité de chef de file pour la logistique humanitaire et les télécommunications d'urgence.

En outre, devant cibler de plus en plus finement ses interventions, il dispose d'une expertise reconnue dans le domaine de l'évaluation de la situation alimentaire et nutritionnelle (études de vulnérabilité), qu'il met à la disposition de la communauté internationale (notamment Haut-Commissariat aux Réfugiés, FAO, ONG).

Gouvernance et organisation

Un **Conseil d'administration** de 36 membres assure le contrôle et l'orientation du PAM depuis la résolution 48/162 de l'Assemblée générale des Nations unies (1993) : 18 membres sont élus par le Conseil économique et social (ECOSOC), et 18 par le Conseil de la FAO (selon une répartition entre les 5 régions des Nations unies). La France a été élue en avril 2015 comme membre du Conseil d'administration du PAM pour la période 2016-2018.

Le **Directeur exécutif**, nommé conjointement par le Secrétaire général des Nations Unies et le Directeur général de la FAO pour un mandat de 5 ans renouvelables une fois, dirige le Secrétariat du PAM. Mme Ertharin Cousin (USA) a pris ses fonctions le 5 avril 2012.

Le PAM dispose d'une structure très décentralisée : 5 bureaux régionaux, près de 80 bureaux pays. Il compte environ 14 000 agents, à 82% recrutés localement dans les pays où le PAM intervient. (Organigramme du PAM)

Financement

Le PAM n'a pas de budget régulier. Il dépend entièrement des contributions volontaires de ses donateurs, principalement des gouvernements, et dans une moindre mesure des fonds communs des Nations Unies et du secteur privé. Les besoins de financement du PAM en 2014 s'élèvent à 8 milliards de dollars, en forte augmentation sous l'effet de la multiplication des crises humanitaires majeures (Syrie, Irak, Yémen, Sud Soudan, Ebola, Centrafrique).

OPERATIONS D'URGENCE

Lorsque des réfugiés fuient une guerre, que des inondations forcent des personnes à fuir leurs maisons, ou que la sécheresse détruit les récoltes, la faim est souvent la première.

Dès qu'un gouvernement local fait appel à l'assistance du PAM, nous mettons en place une réponse d'urgence. Du temps gagné signifie des vies sauvées. C'est pour cela que notre équipe est toujours prête à partir.

Durant les premiers jours d'une crise, alors que les premiers approvisionnements de nourriture arrivent, les équipes du PAM sont envoyées sur le terrain pour évaluer les besoins : ils quantifient la quantité d'aide alimentaire nécessaire, le nombre de personnes qui ont besoin d'aide alimentaire, et la période pendant laquelle l'aide alimentaire sera nécessaire. Ils déterminent aussi la meilleure manière d'acheminer l'aide alimentaire.

Appel de fonds

Ensuite, le PAM lance un appel de fonds à la communauté internationale. Le PAM dépend entièrement des contributions volontaires pour financer ses opérations, qu'il s'agisse de donations de nourriture, de services ou d'argent. Les gouvernements sont notre plus grande source de financement.

Alors que les fonds et les vivres commencent à arriver, l'équipe logistique du PAM fait le lien entre les donateurs et les personnes qui souffrent de la faim. Pour apporter la nourriture dans les zones de crise, le PAM utilise des bateaux, des avions, des hélicoptères, des camions, et tous les moyens disponibles, y compris des ânes, des éléphants et des yaks si besoin.

Le réseau de distribution

Lorsque la nourriture arrive sur les sites de distribution, qu'il s'agisse de camps de réfugiés de centre de santé ou de centres d'hébergement d'urgence, le PAM fait équipe avec les gouvernements les ONGs pour distribuer la nourriture. Le PAM travaille avec environ 3.000 ONGs internationales ou nationales pour distribuer l'aide alimentaire.

Le PAM travaille en étroite collaboration avec les leaders des communautés locales pour que les rations soient distribuées aux personnes qui en ont le plus besoin : les mères de famille, les femmes enceintes, les enfants et les personnes âgées.

Le Programme Alimentaire Mondial fait face actuellement à 5 urgences majeures en même moment. Le PAM est sur le terrain fournissant une assistance vitale au Sud Soudan, en Syrie, au Yémen, en Irak et en Afrique Australe.



Sud Soudan

Une étude IPC (Integrated Food Security Phase Classification) estime que 4,6 millions de personnes, soit 40% de la population du Soudan du Sud, feront face à une faim aigue dans les prochains mois, durant la période de la saison sèche. Dans le cadre de sa réponse dans le Soudan Sud, le PAM a atteint plus de 2,5 millions de personnes cette année. Il est cependant primordial de poursuivre les efforts car la situation reste fragile. Une autre catastrophe de la faim sera une nouvelle menace bien avant l'année prochaine, particulièrement si le conflit persiste.



Syrie

La situation humanitaire en Syrie est des plus critiques. Les combats poussent de plus en plus de personnes à fuir leur foyer et rendent l'accès à la nourriture difficile. Le PAM se bat pour répondre aux besoins alimentaires urgents de plus de 5 millions de personnes déplacées à l'intérieur de la Syrie et dans les pays frontaliers. Les opérations sont menées au jour le jour étant donné que le PAM manque de financements.



Yémen

Au Yémen, des millions de personnes sont coupées de l'accès à la nourriture, l'eau, l'électricité et d'autres besoins basiques dans un contexte humanitaire qui se détériore. Un manque sévère de carburant risque aussi de plonger les civils dans la faim. Des études récentes montrent que le sud du Yémen comptera le plus grand nombre de personnes touchées par l'insécurité alimentaire dans le pays. Le Yémen a aussi l'un des plus grand taux de malnutrition infantile dans le monde. Près d'un quart des enfants de moins de 5 ans souffrent d'un retard de croissance et son trop petits pour leur âge à cause de la malnutrition.



Irak

La situation humanitaire continue de se détériorer en Irak suite à une violence persistante. Plus de trois millions de personnes ont été déplacées et beaucoup vivent sans avoir accès à la nourriture, à l'eau ou à d'autres biens essentiels. Chaque mois, le PAM œuvre pour apporter une assistance alimentaire à 1,5 millions de personnes déplacées à travers les 18 gouvernorats d'Irak. Le PAM a rapidement besoin de 50 millions de dollars américains afin de continuer à porter assistance aux plus vulnérables pour le reste de l'année.



Afrique australe

L'Afrique Australe est confrontée à une grave crise de sécurité alimentaire après des années successives de sécheresse. Plus récemment, El Niño a causé des pluies réduites durant une saison agricole cruciale pour la région en 2015-16. De nombreux pays ont connu de mauvaises récoltes en avril de cette année, laissant des millions de personnes avec peu ou pas de nourriture pour les soutenir jusqu'à la récolte de l'année prochaine.

« Vivres contre Travail »

Cette activité permet de répondre aux besoins alimentaires immédiats des populations tout en mettant en place des projets qui bénéficieront à l'ensemble d'une communauté.

En échange de nourriture, les personnes qui participent au programme « Vivres contre Travail » travaillent sur des projets qui rendront leur communauté plus résiliente, comme la construction de routes, de puits ou la réhabilitation de terres.

La résilience est la capacité non seulement de se remettre de chocs tels que des inondations ou une sécheresse mais aussi les anticiper et y résister.

Ce programme s'inscrit dans une stratégie ambitieuse visant à mettre au point des solutions locales pour lutter contre la faim. Il témoigne du double rôle qui est celui du PAM, à savoir faire face aux situations d'urgence, tout en renforçant la résilience des communautés locales pour leur permettre de mieux résister aux crises qui pourront se présenter à l'avenir.

Les derniers programmes "Vivres contre Travail" :



Tchad: lutter contre l'érosion et bâtir la résilience

Face à la crise alimentaire qui sévit au Tchad, le PAM multiplie les projets dits de "résilience" qui permettent aux populations d'assurer elles-mêmes leur sécurité alimentaire, exemple à Biltine, à l'est du Tchad, où par un programme de "vivres contre travail", les villageois ont installé des cordons pierreux pour réhabiliter des terres stériles.



Haïti: faire face aux catastrophes

Le projet conjoint entre le PAM et la FAO à Baie d'Orange emploie 2730 travailleurs afin de construire 9500 m³ de murs en pierres sèches et planter 20 000 mètres de haies pendant les deux mois qui précèdent la saison des cyclones.



